



SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON

Conseil Syndical du 14 décembre 2021

Votants présents :

M. Jean GALAND, M. Jean-François BOUDIGUE, Mme Béatrice AURIENTIS,
M. Jean-Yves ROSAZZA, M. Patrick DAVET, M. Alain BALLEREAU.
Un pouvoir est donné à M. Jean GALAND par M. Xavier DANEY.

Excusé(e)s :

Mme Marie LARRUE, M. Bruno LAFON, M. Xavier DANEY, Mme Karine DESMOULIN,
M. Vincent MAURIN, Mme Pascale GOT, M. Cédric PAIN.

Assistaient à la réunion :

M. Éric COIGNAT.

Président de séance :

M. Jean GALAND.

Secrétaire de séance :

M. Jean-François BOUDIGUE.

Assistaient également à la réunion :

M. Cyril CLEMENT (SMPBA), Thierry DAVID (SMPBA).

Les convocations aux membres du Conseil Syndical ont été envoyées le 6 décembre 2021.

- **Délibération n° : 28-2021**
- **Objet : Débat d'Orientation Budgétaire 2022.**

Le Conseil Syndical du SMPBA réuni ce jour, 14 décembre 2021, à La Teste de Buch approuve à l'unanimité la présente délibération.



SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON **Conseil Syndical du 14 décembre 2021**

Délibération n° : 28-2021

Objet : Débat d'Orientation Budgétaire 2022.

Avant d'entamer sa cinquième année d'existence, le Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon, désormais dans un mode de fonctionnement stabilisé tant du côté de ses ressources (dotation départementale et redevances) que de ses dépenses (investissements, entretien maintenance de son périmètre et fonctionnement propre de sa structure), est désormais reconnu pour sa capacité à réaliser d'importants travaux sur son périmètre, constitué de seize ports aujourd'hui.

Son plan de charge colossal et les attentes des professionnels, des usagers et des élus militent aujourd'hui pour qu'il accélère ses investissements, d'autant qu'il est aujourd'hui structuré pour le faire. Sa saine situation financière et la stabilité de ses ressources (les anciens emprunts récupérés des communes arrivent progressivement à échéance, la dotation départementale et les redevances sont pérennisées) permettent aujourd'hui d'envisager le recours à l'emprunt pour notamment absorber la réalisation d'importantes opérations à connotation sécuritaire.

L'année écoulée a permis d'abonder, via la tarification, les ressources à hauteur de plus de 2,1M€. Près de 3000 contrats sur le plan d'eau et environ 1000 AOT terrestres ont généré respectivement 1,455M€ et 613K€ de recettes.

De nombreuses opérations d'infrastructures ou de dragage ont été menées sur l'ensemble des communes en 2021 : le dragage des ports de La Teste-de-Buch et de Cassy à Lanton, l'édification ou la réparation de quais professionnels, la réalisation de voiries, l'aménagement et l'entretien de zones de mouillage, ainsi que l'entretien des infrastructures sur tout le périmètre (cabanes, systèmes d'adduction d'eau de mer, moyens de levage...).

L'année 2022 devrait voir une légère augmentation des ressources issues de la tarification avec l'intégration de nouveaux périmètres en 2021, une légère augmentation tarifaire, ou de nouvelles recettes consécutives à la réalisation d'aménagements portuaires. Elles seront comme chaque année complétées par celles issues des 2 régies (carburant et aire de carénage).

En termes de ressources, la structure pourra donc notamment compter en 2022 sur les recettes suivantes :

- la dotation annuelle du Conseil Départemental de 2 622 253 € (734 570 € en fonctionnement et 1 887 683 € en investissement) ;
- les redevances (estimation 2M€) ;
- le résultat 2021 qui abondera le BS au printemps ;
- la subvention de 80k€ de l'Europe et de la Région pour la réalisation d'une aire de déchets coquilliers sur le port ostréicole d'Andernos-les-Bains.

Alors que les dépenses relatives aux emprunts historiques des communes se réduisent progressivement il est donc aujourd'hui envisagé de recourir à l'emprunt à hauteur de 6,1M€ pour exclusivement sécuriser et aménager des emplacements portuaires.

Cette stratégie, nécessaire au regard des besoins urgents et des responsabilités du SMPBA, a également l'avantage de permettre un rapide retour sur investissement.

Un montant estimatif de 10,8M € constitue ainsi les recettes du SMPBA attendues en 2022.

La prise en compte des emprunts du Département, de Lanton, d'Andernos-les-Bains et d'Arès s'élèvera à 580 000 € en 2022 (capital et intérêts). L'imputation de la masse salariale et des frais de fonctionnement courants sont pour leur part estimés à 1,7M€.

Au final, il est donc permis d'envisager de consacrer un montant d'environ 8,5M€ aux investissements, à l'entretien maintenance, et à l'opération de dragage de Fontainevieille à Lanton.

Les opérations suivantes sont notamment inscrites en programmation dans ce cadre :

- Dragage :
 - Opération du port de Fontainevieille : 500k € ;
- Investissement :
 - Voiries à Ares : 200K€ ;
 - Aire de déchets Coquilliers à Andernos : 100k€ ;
 - Port du Betey Andernos : 4M€ ;
 - Sanitaires à Fontainevieille à Lanton : 100K€ ;
 - Voiries à Cassy : 100k€ ;
 - Remplacement Ponton à Cassy : 100k€ ;
 - Quais port de Biganos : 200k€
 - Sécurisation linéaire public Ostréa Edulis Gujan-Mestras : 1,4M€
 - Quais professionnels à La Teste centre : 200k€
 - Sécurisation plaisance Port de Rocher à La Teste : 500k€
 - Aménagement des voiries Prés Salés Pôle nautique à La Teste : 500k€
- Entretien et maintenance des ports à hauteur de 600k€ (150k€ Gujan-Mestras, 150k€ Lanton, 100k€ Andernos, 100k€ La Teste, 50k€ Arès, 50k€ Biganos).

Cette délibération a pour objectif de se prononcer sur ces orientations.

Décision :

Le conseil syndical du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon réuni le 14 décembre 2021 décide :

- La prise en compte des orientations ici dépeintes ;
- De donner mandat au Président pour signer tous documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente décision.

Fait et délibéré à La Teste de Buch le 14 décembre 2021.

Le Président du Syndicat Mixte
des Ports du Bassin d'Arcachon

Jean GALAND

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa réception par le représentant de l'État et sa publication.